

# Consultation publique de l'Arcep

## Décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales

### Contribution de Numeum

#### Observations liminaires

**Numeum se félicite de la mise en œuvre de l'enquête *Pour un numérique soutenable*** de l'Arcep, très attendue pour permettre aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux citoyens d'établir un diagnostic partagé sur l'empreinte de leurs activités numériques. Une fois mise en œuvre, cette enquête constituera un outil précieux pour mieux guider les entreprises et les citoyens dans leur stratégie de maîtrise et de réduction de l'empreinte environnementale du numérique.

Les acteurs du numérique sont mobilisés pour contribuer à ces travaux au regard des enjeux de mesure, de partage, de transparence, et d'élaboration d'une stratégie bas-carbone pour l'ensemble de la filière. La consultation mise en place par l'Arcep permettra aux acteurs du secteur de transmettre de manière sécurisée à l'Arcep des éléments sur leurs pratiques et leurs méthodologies.

Au-delà de ces enjeux individuels, se dégagent des remarques et interrogations collectives. Le présent document a pour objet de développer ces éléments en vue d'assurer une **collecte de données fiable, fluide et efficace**.

#### Observations relatives à la mise en œuvre de la collecte de données

##### Articulation avec d'autres dispositifs

Numeum salue la volonté de prise en compte par l'Arcep du nécessaire besoin d'articulation entre le projet de décision de collecte de données et la révision de la directive européenne sur l'efficacité énergétique (très prochainement finalisée et comprenant des éléments relatifs aux centres de données). Plus largement, l'harmonisation entre le dispositif piloté par l'Arcep et les obligations de *reporting* déjà en place (bilan carbone, DPEF, décret tertiaire, etc.) apparaît comme une source d'efficacité, à même de faciliter, de fiabiliser et d'accélérer les remontées de données.

### Calendrier

Si certains indicateurs mentionnés dans le projet de décision ne présentent pas de difficulté particulière, certaines données nécessiteront en revanche un temps de collecte et de traitement interne important.

Au-delà, **la coordination des calendriers de publication des données environnementales issues des différentes obligations de reporting** serait à même de faciliter le recueil par les entreprises de ces données. Cela représenterait un gage important de simplification et de lisibilité pour les entreprises, et contribuerait grandement au succès de la mise en place du baromètre.

Par ailleurs, le rythme annuel de collecte de données apparaît proportionné et adapté.

### Sécurité dans la transmission des données

Les données faisant l'objet du projet de décision de collecte peuvent être hautement confidentielles et d'une importance stratégique pour les entreprises. Pour renforcer le cadre de confiance dans lequel ce dispositif s'inscrit, il serait opportun que **l'Arcep mette en place une plateforme sécurisée où pourront être déposées les données**, comme c'est habituellement le cas pour les opérations de collecte de données réalisées auprès des opérateurs de télécommunications.

### Utilisation et diffusion des données

Il est précisé dans le projet de décision que les données pourront être utilisées, dans le respect du secret des affaires, pour toute action d'information sur l'empreinte environnementale à destination du public.

Cette précision sur la protection du secret des affaires est clé pour assurer la confiance dans le dispositif. Par ailleurs, certaines données, bien que ne relevant pas de la qualification de secret des affaires au sens du code de commerce, peuvent malgré tout constituer des informations stratégiques confidentielles, dont la diffusion porterait atteinte aux intérêts des entreprises. Il serait dès lors nécessaire de préciser que les données utilisées à des fins d'information à destination du public ne puissent être utilisées **que sous une forme agrégée et non individualisée**. Il importe en effet de s'assurer que les données des opérateurs ne puissent pas être déduites pour **se prémunir de toute difficulté sur le plan concurrentiel**, et notamment en évitant la possibilité pour les clients d'identifier les modèles de colocation des centres de données.

Plus largement, s'agissant du traitement des données collectées, le projet de décision prévoit que les données feront l'objet d'un « retraitement et d'une diffusion contrôlée au sein de l'Autorité ». **Des précisions sur la nature du retraitement et le périmètre de cette « diffusion contrôlée » permettraient de renforcer la confiance dans le dispositif.**

S'agissant enfin de la **restitution des travaux**, Numeum se réjouit des futures publications qui seront faites à partir de ces indicateurs et fait part de sa **disponibilité pour contribuer aux travaux du comité éditorial**.

## Observations générales relatives aux indicateurs

### Acteurs visés

S'agissant des indicateurs concernant les centres de données, la définition d'opérateur de centre de données, introduite par la loi n° 2021-1755 du 23 décembre 2021, ne permet pas d'identifier clairement

quels sont les acteurs visés par le dispositif. Plusieurs catégories d'acteurs agissent en effet dans l'écosystème des centres de données :

- les utilisateurs de centres de données, louant des infrastructures informatiques dans un centre de données appartenant à un tiers ;
- les opérateurs non-propriétaires de centres de données, possédant l'infrastructure informatique dans le centre et l'utilisant pour leur propre usage ou pour des tiers ;
- les propriétaires et exploitants de centres de données, possédant l'installation du centre de données et exploitant l'infrastructure informatique ; et
- les propriétaires non-exploitants de centres de données, possédant le centre et exploitant uniquement l'infrastructure de support (distribution d'électricité, bande passante, sécurité physique, etc.).

Ces différents modèles peuvent coexister dans un seul centre de données et, selon le site concerné, une même entreprise peut appartenir à plusieurs catégories. Certaines données ne sont par ailleurs pas nécessairement partagées entre ces différents acteurs, en particulier dans le cas de la colocation.

Des précisions apparaissent ainsi nécessaires pour **clarifier quels sont les acteurs concernés par la collecte de donnée** : il serait utile à cette fin de désigner explicitement, pour chaque indicateur, quel est l'acteur chargé de communiquer les données. Cela permettrait de **réduire le risque de double-comptage** et d'**assurer une collecte de données adaptées et fiables**.

#### Indicateurs portant sur la consommation électrique des centres de données

Il serait pertinent que le projet de décision de collecte se **réfère aux normes ISO en vigueur**, en particulier la norme PUE (ISO 30134-2).

En outre, il convient de **préciser un seuil opérationnel pertinent pour procéder à la collecte de données** afin de garantir que les données soient comparables. Par exemple, lors des phases de mise en service et de mise hors service, les centres de données consomment davantage d'énergie relativement au service fourni : les données issues de ces phases ne sont donc pas forcément représentatives de l'efficacité énergétique réelle du centre de données. Il conviendra également de distinguer la puissance électrique « réservée » par le locataire pour une utilisation future et la consommation effective d'électricité du locataire.

#### Indicateurs portant sur la consommation en eau des centres de données

Il serait également pertinent de se référer pour cet indicateur aux normes ISO en vigueur, en particulier la norme WUE (ISO 30134-9).

Sur cet indicateur, il serait en outre utile de préciser quel est le périmètre du volume d'eau à considérer, afin de ne pas prendre en compte la consommation en eau annexe non-liée à l'hébergement de données (bureaux, sanitaires, etc.).

Sur l'ensemble de ces indicateurs, afin de faciliter le travail de recueil des données par les entreprises, **la publication par l'Arcep d'un guide méthodologique en complément du projet de décision et en amont des opérations de collecte serait très utile**. Ce guide permettrait par exemple de préciser, pour chaque indicateur, l'acteur visé par l'obligation de transmission des données, l'objectif recherché par la collecte de ces données, des remarques utiles aux entreprises pour la collecte des données ou encore

des précisions sur l'articulation de ces indicateurs avec d'autres dispositifs européens ou nationaux prévus ou déjà existants sur le même périmètre de données.

*A propos de Numeum*

Numeum est le premier syndicat professionnel des entreprises du numérique en France. Il regroupe les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés de conseil en technologies en France. Numeum représente plus de 2 300 entreprises qui réalisent 85% du chiffre d'affaires total du secteur en France (soit plus de 60 Md€ de chiffre d'affaires, 530 000 employés).

[www.numeum.fr](http://www.numeum.fr)